

Conférence de presse de l'Union syndicale suisse du 5 juin 2020

Stephanie Vonarburg, vice-présidente de syndicom, responsable du secteur médias

Les médias font partie du service public – aujourd'hui, plus que jamais

(le discours prononcé fait foi)

La situation est paradoxale: les médias font face à une demande en hausse pendant la crise, mais simultanément les recettes publicitaires s'effondrent. La crise du coronavirus donne une valeur incontestée aux informations fiables et vérifiées et au journalisme qui essaie d'éclairer les faits et de les commenter. Il apparaît clairement que les médias jouent un rôle indispensable pour les gens, la société et la démocratie en rapportant ce qui se passe et en le plaçant dans un contexte. La diversité du paysage médiatique sur les plans local, régional et national est une condition d'un débat public de qualité : les médias fournissent donc un bien essentiel et relèvent du service public. L'intérêt renforcé durant les mois écoulés en était une expression. Fin avril, les experts des médias estimaient que la plus forte croissance concernait les médias d'information de la SSR (TV, radio, online), suivis par les journaux payants (imprimés et en ligne). En temps de crise, la confiance dans les médias classés comme fiables est intacte.

La baisse drastique des recettes publicitaires a placé de nombreux médias sous une énorme pression. En mars, ce sont 80 à 90 millions de rentrées qui manquaient. En avril, la situation s'est aggravée, et une partie de la publicité a définitivement migré vers l'Internet et vers des plates-formes non éditoriales. En conséquence : de petites publications locales sont asphyxiées, elles doivent fermer et licencier leur personnel. La diversité déjà affaiblie se réduit encore. Il faut désormais agir.

L'aide d'urgence aux médias finalement décidée par le Parlement est absolument nécessaire. Un soutien qui touche également les médias en ligne aurait cependant aussi été indiqué. Syndicom salue, sur le principe, les nouvelles mesures proposées par le Conseil fédéral en faveur des médias, mais elles restent perfectibles. Surtout si l'on reconnaît l'importance des médias et leur appartenance au service public. Et il ne faut pas attendre qu'il ne soit trop tard : diversité médiatique et journalisme de qualité sont déjà menacés.

Syndicom demande donc que le soutien aux médias ne soit attribué que sous conditions, pour garantir l'atteinte des objectifs. Ce financement ne doit pas terminer dans la poche des actionnaires, ni servir à subventionner des restructurations. Les entreprises bénéficiant d'aides doivent donc renoncer à la distribution de dividendes, tout comme celles qui recourent au chômage partiel. De plus, les conditions de travail qui rendent possibles un travail journalistique de fond doivent être protégées : la conclusion d'une CCT et le respect de standards de qualité sont donc incontournables.

Les médias ne peuvent fonctionner comme service public que si les mesures suivantes sont également prises :

- Le soutien sur fonds publics doit être développés pour tous les types de médias, pour assurer durablement la diversité nécessaire à la démocratie.
- Le service public audiovisuel, dont la RTS est l'acteur principal, ne doit pas être négligé dans ce cadre
- Le service de base de Keystone-ATS doit être transféré à une société sans but lucratif
- Google, Facebook et autres profitent de la publicité et des informations produites par les médias, sans investir dans le travail journalistique. Ces recettes, et plus généralement tous les bénéfices obtenus grâce aux informations traitées éditorialement, doivent être soumises à des contributions pour financer le travail rédactionnel.
- A long terme, un soutien direct au journalisme (enquêtes, formation, infrastructures, etc.) doit remplacer le soutien aux entreprises de médias
- Les indépendant-e-s jouent un rôle important dans les médias. L'assurance-chômage et en la protection sociale en général doivent leur être étendus pour améliorer leur protection.

Merci pour votre attention.